

La dépossession totale de la France de sa politique énergétique

Posté le : 29 septembre 2021 22:39 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Attitudes, Analyse sectorielle, Economie et politique

En dehors des tares traditionnelles de l'économie mondiale, les changes flottants, la gouvernance de l'euro et la Chine dans l'OMC, tares qui ont rythmé les récessions décennales, la sur-récession de 2011 et l'évaporation de l'industrie dans les pays occidentaux, le risque externe le plus important pour l'économie française est le risque de pénurie de matières premières et les conséquences mondiales des déchets. Il est clair qu'une trajectoire de croissance des revenus n'est possible que si la production peut suivre et ne provoque pas de catastrophes naturelles désastreuses.

Pour la France la situation est particulière parce qu'il s'agit d'un risque externe (elle ne représente que 2.8 à 3 % de la production mondiale et seulement 1 % des pollutions au CO₂) mais qu'elle entend mettre en interne des politiques volontaires de restriction, qui mal calibrées, peut la ruiner plus radicalement encore que le climat lui-même.

La question de la stratégie française en matière de contrôle des pénuries et des pollutions globales est donc critique. Tout le monde peut voir qu'elle n'est pas traitée dans la campagne présidentielle telle qu'elle se déroule en ce moment. Les Verts ne s'intéressent pratiquement pas à la question en dépit de leur assimilation d'image avec la défense de la vie saine et heureuse, notamment dans la jeunesse. Le débat interne a porté uniquement sur la question Woke. Devait-elle être dominante et affichée quitte à perdre les élections ? Devait-elle être cachée et permettre de tromper les électeurs afin de permettre de gagner, d'abord en devançant grandement la candidate du PS, Mme Hidalgo, dans les sondages afin d'obtenir un ralliement de dernière minute pour former un bloc écologique et social dans le dernier round avant le vote. L'idée qui a gagné est qu'il fallait continuer la stratégie gagnante des municipales : se cacher derrière la verdure et une fois au pouvoir s'occuper de la révolution culturelle néomaoïste qui seule les intéresse.

Les autres partis n'ont aucun discours sur la manière de gérer intelligemment et sans trop graves contradictions les différentes questions portant sur la croissance et les questions environnementales. Le rejet des éoliennes est le seul thème un peu net qui se dégage.

On pourrait se scandaliser de cette étonnante défection, à un moment où on se rengorge sur la nécessité d'un débat permettant d'éclairer les réalités d'aujourd'hui et les risques futurs. Mais il est juste de constater qu'elle est absolument normale. Toute la question a été prise en main par la Commission européenne non élue qui mène sa propre diplomatie et sa propre politique totalement en dehors des peuples et de leur opinion publique. Aucun média ne rend compte réellement de ce qui se passe dans les sphères transnationales. Là, dans une atmosphère purgée des miasmes de la démocratie et du populisme, s'élabore ce que les élites immarcescibles pensent devoir imposer aux différents territoires sur lesquels s'agitent de façon rigolote quelques débiles à la chasse aux places dont le sort n'a strictement aucune importance. Leur état a été rendu important. Il faudra qu'il applique les directives. Le vocabulaire ne ment pas. La direction est balisée et les Etats devront filer doux.

Protestation exagérée ? Lisons le communiqué de presse du 24 septembre 2021 émis par la

Commission à Bruxelles. « Transition énergétique : la Commission annonce trois pactes énergétiques lors du dialogue de haut niveau des Nations unies à New York ». Saviez-vous que trois pactes étaient en préparation et leurs contenus envisagés ? La presse a-t-elle couvert cette formidable avancée idéologique, technique, économique et politique ? C'est qu'il ne s'agit pas d'un seul pacte. Trois d'un coup. Formidable. Et la France dans tout cela ? La France rien du tout, car dès qu'ils sont élus les membres de la commission n'ont de compte à rendre à personne. Ils font absolument ce qu'ils veulent dans leur domaine de compétence. On l'a bien vu avec la suite ininterrompue d'accords de libre-échange négociés par l'UE sans aucun frein en dépit des éclats politiques dans les pays membres.

Donc voilà. La France est tenue de respecter trois pactes dont personne n'a parlé en France dans les milieux politiques et encore moins dans la presse. Ce n'est pas caché. Il n'y a pas de complot. Nous avons abandonné la décision. Donc on s'en fout. On subira plus tard. Pas la peine de s'embarrasser d'un débat maintenant sachant qu'en l'état des institutions, on ne saurait rien faire d'une volonté de contredit. Puisque je suis sans pouvoir, n'en parlons pas. À quoi cela servirait-il ?

C'est dommage parce que les décisions qui sont prises sont majeures.

« Lors du dialogue de haut niveau sur l'énergie organisée cette semaine par les Nations unies à New York, Frans **Timmermans**, vice-président exécutif chargé du pacte vert pour l'Europe, et Kadri **Simson**, commissaire à l'énergie, ont présenté trois pactes énergétiques, en partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables. Jouant respectivement le rôle de champion de l'accès à l'énergie et de championne de la transition juste dans le cadre de ce processus des Nations unies, le vice-président exécutif et la commissaire ont souligné la volonté de l'UE d'être à la pointe des efforts mondiaux déployés pour parvenir à un accès universel à l'énergie d'ici 2 030 et accélérer la transition vers une énergie propre, et ils ont montré le rôle concret joué sur la scène mondiale par le pacte vert pour l'Europe. »

Ce texte est fort intéressant.

D'abord par les personnes concernées : Franciscus Cornelis Gerardus Maria Timmermans est le prototype du Hollandais disposant d'une forte assise politique dans son pays et entièrement tourné vers l'Europe et la Commission qu'il pratique depuis des lustres. Il paraît que de Gaulle voulait que l'Europe soit le cheval et la France le cavalier. La Hollande a réussi ce tour de force. Pays microbique, son rôle européen est disproportionné. Le bon Frans possède à la fois la façon du bon politicien et les manières de la diplomatie. Sa boussole : la Hollande. Son maître : les Etats-Unis et son coadjuteur allemand. ? C'est sympa la France mais c'est comme l'Italie, cela ne compte pas

Kadri Simson est une charmante quadragénaire estonienne, (l'Estonie est avec la Hollande un des pays les plus petits d'Europe et dont l'importance industrielle et économique est absolument négligeable) qui comme ministre de l'Énergie de ce pays a utilisé le gaz de schiste et le charbon pour obtenir l'indépendance énergétique du pays. Elle était donc parfaitement qualifiée pour gérer le pacte vert et signer des pactes internationaux colossaux ! La France ? « Ne connais pas ! J'ai fait mes études à Londres ». Tous les pays Baltes penchent vers Londres et l'Otan.

« Le débat a été de haut niveau ». On ne va pas se commettre dans des débats de bas niveaux. Ça, c'est pour les « territoires », lors de leurs minables élections locales où on cause entre crétins. L'Europe est présentée comme une championne. À quand la sélection pour les jeux olympiques ?

Ensuite quel vocabulaire : « transition juste ». On croirait du Ségolène ! « Accès universel à l'énergie ». C'est qu'ils sont gentils en plus. Sans eux pas d'accès à l'énergie. La propreté est leur nouveau dogme. Tout cela pue les éléments de langage en pleine contradiction avec la réalité du jour. Les éoliennes dont on a poussé la construction à grands frais et au mépris des paysages et de la vie locale ne tournent plus faute de vent. Le gaz est devenu rare. Les prix de l'énergie s'envolent. En

France, 60 % en un an. Une paille ! Et on a fermé Fessenheim, ce qui fait qu'on est totalement dépourvu. Le résultat est une perte en France de l'accès « juste » à l'énergie et celle qu'on obtient est moins propre que ce qu'elle était !

Que peut faire la France : rien ! Ce n'est pas là que cela se passe. Alors Macron l'Européen fou balance les chèques de 100 euros ou 200 euros. Un cautère sur une jambe de bois. Et une préfiguration de ce qui va se passer dans les années à venir : une politique décidée ailleurs que l'on va subir sans tenir aucun compte de nos réalités.

La mauvaise odeur d'éléments de langage s'amplifie avec les fameux pactes.

« Premièrement, un nouveau projet avec l'Agence internationale de l'énergie (AIE) établira, pour les pays dépendants du charbon, des feuilles de route pour une énergie à émissions nulles. Ces feuilles de route proposeront des trajectoires inclusives de décarbonation du système énergétique, assurant une transition juste et socialement équitable ».

Il va donc y avoir des feuilles de route. Les politiques français devront prendre la route sans regimber. Mais puisque cela va être juste, inclusif et équitable, il le fera dans le bonheur total. Les yeux encore plus brillants que les pèlerins sur le chemin de Compostelle !

Notons-le bien : c'est l'AIE et la Commission qui décident.

« Deuxièmement, nous coopérerons avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) afin d'élaborer des perspectives régionales en matière de transition énergétique (Energy Transition Outlooks) pour l'Afrique, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Europe. Elles contiendront des recommandations politiques concrètes pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD) en matière d'énergie, dans l'optique de la limite de 1,5 degré fixée par l'accord de Paris. »

Là encore, la France n'est rien dans le processus.

Troisièmement, nous travaillerons avec le Danemark, l'Allemagne, l'IRENA et d'autres partenaires sur un catalogue d'engagements dans le cadre du pacte pour l'hydrogène vert. Là encore la France n'est pas là. Le plus drôle est qu'une étude vient de montrer que l'hydrogène vert est un mythe et en vérité une solution pire que le mal. C'est un « enfumage » de pays qui veulent garder des industries sous-jacentes très polluantes. La France est très peu concernée.

Lors de leurs deux interventions, nos deux compères : « ont souligné l'ambition du pacte vert pour l'Europe de faire de l'Europe le premier continent neutre sur le plan climatique d'ici à 2050 et de parvenir à une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'ici à 2030, présentée dans un [ensemble ambitieux de propositions législatives](#) le 14 juillet 2021. »

Le [règlement sur la répartition de l'effort](#) assigne à chaque État membre des objectifs renforcés de réduction des gaz

le [règlement sur l'utilisation des terres, la foresterie et l'agriculture](#) établit, pour l'Union, un objectif global d'absorption de carbone par les puits naturels équivalant à 310 millions de tonnes d'émissions de CO₂ d'ici à 2030. Les objectifs nationaux imposeront aux États membres de préserver et développer leurs puits de carbone

La [directive sur les énergies renouvelables](#) relèvera l'objectif de production de telle sorte que la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables atteigne 40 % d'ici à 2030. la [directive sur l'efficacité énergétique](#) fixera, au niveau de l'Union, un objectif annuel contraignant plus ambitieux en matière de réduction de la consommation d'énergie.

[Des normes plus strictes en matière d'émissions de CO₂ pour les voitures et les camionnettes](#) accéléreront la transition vers la mobilité à émissions nulles en imposant une réduction des

émissions moyennes des voitures neuves de 55 % à partir de 2030 et de 100 % à partir de 2 035.

Une [révision de la directive sur la taxation de l'énergie](#) propose d'**aligner la taxation des produits énergétiques sur les politiques de l'Union en matière d'énergie et de climat**, en promouvant des technologies propres.

À noter que pour l'Europe du Nord, d'où viennent nos deux clowns, le nucléaire n'est pas propre.

Arrêtons là. Toute la politique énergétique est dictée d'en haut par l'ONU et la Commission. Rien n'est décidé en France qui comme d'habitude sera saisie à la fin du processus avec un choix impossible : où céder ou tout casser, ce qui est quasiment impossible, d'autant plus que l'assemblée européenne fantoche aura dit oui.

On peut se demander sur cette question qui est absolument cruciale, à quoi sert notre élection présidentielle. On a voulu être des nains. Nous voilà en tutelle.

Nous n'aurons strictement aucun poids pour définir la politique qui nous fait courir le plus de risques économiques et sociaux dans les 30 ans à venir.

Bravo !